

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-4048 du 23 octobre 2024
imposant des prescriptions à la société Enviro Conseil et Travaux (ECT)
pour son exploitation de traitement de terres et de production de substrat fertile
sise Lieu-dit La Noue Fondrière à La Courneuve (93120)**

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, et activités soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe) - Monsieur Jacques WITKOWSKI ;

Vu le décret du président de la République du 16 mars 2022 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis – Madame Cécile RACKETTE ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2015-2655 du 7 octobre 2015, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-0471 du 20 février 2019 et l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2020-0741 du 12 mars 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-2654 du 4 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Cécile RACKETTE, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu ;

Vu la décision de l'autorité environnementale du 6 octobre 2022 dispensant le projet d'évaluation environnementale ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 1^{er} septembre 2022 par la société Enviro Conseil et Travaux (ECT) dont le siège social est situé au 20, rue de Paris à Villeneuve-sous-Dammartin (77230), à l'effet d'obtenir une modification de ses installations relative à la création d'une plateforme de production de substrat fertile, mélange de terre inerte et autres matériaux en réaménageant une partie de l'espace vert se situant à l'arrière du bâtiment actuel sis Lieu-dit La Noue Fondrière à La Courneuve (93120).

Vu le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées du 22 septembre 2022 et du 8 février 2023 de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'avis d'information préalable à l'ouverture de la participation du public par voie électronique pour une durée de quinze jours consécutifs, du 10 juillet 2023 au 24 juillet 2023 inclus, ouverte sur les communes de

d'Aubervilliers, Bobigny, Drancy, Dugny, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Pantin, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Stains département de la Seine-Saint-Denis et dans le département du Val d'Oise, Bonneuil-en-France et Garges-lès-Gonesse ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'information préalable à l'ouverture de la participation du public par voie électronique réalisé dans ces communes ;

Vu l'accomplissement des formalités de publicité sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Vu la consultation des conseils municipaux des communes susnommées ;

Vu l'avis défavorable du SAGE Croult Enghien Vieille Mer des 2 avril 2024 et 19 juin 2024 et l'avis favorable du 25 juillet 2024 ;

Vu les réponses de l'exploitant au SAGE Croult Enghien Vieille Mer des 10 juin 2024, 19 juillet 2024 et 24 juillet 2024 ;

Vu les observations du public émises lors de la participation du public par voie électronique ;

Vu la réponse de l'exploitant aux observations du public qui a bien été prise en compte dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour l'environnement de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis du 4 octobre 2024 ;

Vu la lettre préfectorale du 8 octobre 2024, notifiée à l'exploitant le 8 octobre 2024 par courrier électronique, l'informant du projet d'arrêté préfectoral et lui proposant de formuler ses observations sur le projet susvisé ;

Vu les observations formulées le 14 octobre 2024 par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmis ;

Considérant que les activités du pétitionnaire relèvent du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées pour l'environnement de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, dans son rapport du 4 octobre 2024, propose au préfet de la Seine-Saint-Denis d'accorder la modification sollicitée par la société ECT, sous réserve du respect de prescriptions fixées en application des articles L. 181-12 et R. 181-43 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a émis une observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 14 octobre 2024 par courrier électronique dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que ces observations ont été prises en compte par les services de l'Etat ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis :

A R R Ê T E

Article 1 - Nature des installations :

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2020-0741 du 12 mars 2020 est remplacé comme suit :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Seuil du critère	Volume autorisé
3510	A	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à	Activité IED Traitement biologique (bioremédiation) de terres	Capacité >10t/j	180 000 t/an Soit 630 t/j

		une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - [...]	polluées aux hydrocarbures		en moyenne
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement biologique (bioremédiation) de terres polluées aux hydrocarbures	/	180 000 t/an Soit 630 t/j en moyenne
2170	A	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781	Fabrication de substrat fertile à partir de terres inertes et de compost	Capacité >10t/j	120 t/j
2517	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Station de transit de terres inertes	Superficie >5 000 m ² mais <10 000 m ²	8 180 m ²
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement	Une cuve aérienne de LI2 de 4 m3	Capacité > 50 t	4 m ³

(*) A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE) NC (non classable).

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF «<Traitement des déchets >> (code WT).

Article 2 - Conformité de l'installation soumise à autorisation sous la rubrique 2170 : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints au dossier de Porter à Connaissance, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.

Article 3 - Interdiction d'habitations au-dessus des installations : L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés ou habités par des tiers.

Article 4 - Procédure d'admission : La société ECT met en place une procédure d'acceptation préalable (DAP : Demande d'Acceptation Préalable).

Cette procédure assure la traçabilité et la qualité de ces matériaux afin de proscrire toute entrée de terre polluée sur le site.

Le compost reçu sera composé de déchets verts exempts de boues, conforme à la norme NF U 44-051. Les fiches de produit doivent être fournies par les plateformes.

Un registre de suivi des achats sera tenu et conservé sur le site de La Courneuve.

Le poste de réception situé à l'entrée du site abrite un salarié attaché spécifiquement à la réception et au contrôle de la qualité des matériaux entrant sur le site :

- Tout matériau admis fera l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.
- Un premier contrôle visuel et olfactif est réalisé à l'arrivée sur site des matériaux.
- À la réception d'un chargement sur le site, un bon de déchargement reprenant la date, le numéro de la DAP, le chantier de provenance, le type et la quantité de matériaux ainsi que l'immatriculation du transporteur sera remis par le chauffeur.
Ce bon fera l'objet d'une saisie informatique dans un registre d'admission par l'agent de réception, télétransmise quotidiennement au siège administratif de la société ECT. Les matériaux seront ensuite déversés sur la plateforme de production du substrat fertile où ils seront repris par une chargeuse assurant leur mise en place.
- Un second contrôle des matériaux sera réalisé lors du déchargement par le conducteur d'engin. En cas de suspicion de pollution, les matériaux seront rechargés.

Article 5 - Registre entrée/sortie et documents : Après vérification de la conformité du chargement, chaque arrivage de matières premières sur le site pour fabrication de substrat fertile donnera lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.

Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Les mouvements de substrat fertile feront l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses) et la référence du lot correspondant ;
- l'identité et les coordonnées du client.

Ces données seront archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Un bilan de la production de substrat fertile sera établi annuellement, avec indication de la production journalière correspondante, et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Article 6 - Conditions de stockage : Aucun stock de compost seul est autorisé sur le site.

Le compost arrivant sur le site est directement mélangé avec les terres inertes.

Article 7 : Gestion des eaux pluviales de la plateforme de création de substrat fertile : L'exploitant met en place une gestion spécifique des eaux pluviales au niveau de la plateforme, ayant pour objectif l'abattement total des pluies courantes. Cette gestion des eaux comprend, a minima les dispositions suivantes.

Les eaux ruisselant sur les voiries de 1 000 m² de la plateforme sont dirigées vers une noue d'infiltration d'une capacité de 52 m³, permettant d'absorber un événement pluvieux d'occurrence trentennale (avec une marge de 30%) conformément aux préconisations du SDAGE Seine-Normandie.

La noue est plantée d'espèces végétales locales permettant de traiter les éventuelles pollutions accidentelles aux hydrocarbures liées au stockage des engins sur la future voirie.

La plateforme de production de substrat fertile seule n'est pas imperméabilisée.

Les eaux ruisselant sur la plateforme en elle-même (7 180 m²), sont gérées indépendamment en étant dirigées vers une noue d'infiltration d'une capacité de 60 m³.

Cette noue permet d'absorber un événement pluvieux d'occurrence trentennale.

Les eaux ne sont pas dirigées vers les bassins de gestion des eaux pluviales existants.

Aucun rejet supplémentaire au réseau communal n'est autorisé.

Article 8 - Odeur : L'installation de production de substrat fertile est exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de nuisances odorantes pour le voisinage.

L'exploitant met en œuvre des moyens permettant de limiter au maximum les émissions odorantes du site.

En cas de détection d'odeur, des mesures supplémentaires sont prises.

En cas de plainte ayant entraîné la prescription d'un contrôle par le préfet ou l'inspection des installations classées, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement.

Article 9 - Utilisation du substrat fertile : Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le substrat fertile produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture (voir également article 5-8).

Pour pouvoir être utilisé comme matière première pour fabriquer une matière fertilisante ou un support de culture, le substrat produit doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans les tableaux 1 a et 1 b de l'annexe II. Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Article 10 - Traçabilité du substrat fertile : L'exploitant tient un registre d'admission informatisé qui permet de connaître précisément l'ensemble des clients et des chantiers ayant déversé des matériaux inertes sur le site et d'émettre mensuellement un accusé de réception par DAP.

En cas de découverte de dépôt de terres polluées apportées sur le site, l'exploitant est en mesure d'identifier la provenance mais aussi d'identifier les lots de substrat fertile produit et leur destinataire.

Article 11 - Délais et voies de recours : 1°- Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée, dans le délai de deux mois prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil :

- soit au moyen de l'application « TELERECOURS » à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- soit en y déposant directement un recours.

2°- En application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique le ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques. Cette démarche prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 12 - Notification : Le présent arrêté sera notifié au siège social de la société ECT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 – Publicité : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale sera déposée à la mairie de la commune d'implantation du site concerné, soit la commune de La Courneuve et pourra y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de La Courneuve pendant une durée minimum d'un mois et le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : les treize communes situées dans un rayon de trois kilomètres soit les communes d'Aubervilliers, Bobigny, Drancy, Dugny, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil, Le Bourget, Pantin, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Stains département de la Seine-Saint-Denis et dans le département du Val d'Oise, Bonneuil-en-France et Garges-lès-Gonesse ;

4° L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 - Réclamation : Conformément à l'article R. 181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Article 15 - Exécution de l'arrêté préfectoral : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT), le sous-préfet de Saint-Denis, et le maire de La Courneuve et l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission auprès du préfet
secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement chef-lieu


Cécile RACKETTE